Séance ordinaire du 22 avril 2025

L'an deux mil vingt-cinq, et le vingt-deux avril
à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle de réunion, sous la présidence de M. SALLET Jacques, Maire.

Présents : BOUTON Chloé, CAVILLON Hervé, CHARVET Aurélien, COURTOIS Sandrine, FAVIER Alexis, HENRY DIT GUILLAUMIN Stéphane, GINAS Frédérique, PAUGET Antoine, SALLET Jacques, SYLÉNÉ Florine, VÉLON Guillaume.

Excusée : PERTUIZET Anaïs (pouvoir à COURTOIS Sandrine).

Absents : BREVIER Jacqueline, GRÉGAUT Magali, MABILEAU Loïc.

Madame COURTOIS Sandrine a été nommée secrétaire de séance.

Ordre du jour :

Approbation du compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 25/03/2025.

FINANCES ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. GBA : approbation des attributions de compensations provisoires.
2. Délégation à l'exécutif local de l'admission en non-valeur des créances de faibles montants.

GESTION DU PATRIMOINE

3. Droit de préférence sur un projet de vente de propriétés, parcelles A39, A183 et A184 (Corbeil).

RESSOURCES HUMAINES

4. Modification du tableau des emplois pour embauche agent technique d'état des lieux des salles communales.
5. Embauche d'un agent saisonnier pour le fleurissement.

PROJET CŒUR DE VILLAGE / LOT 4 : Espace culturel MAISON COLIN

6. Point d'étape.
7. Validation des différents avenants.
8. Fonctionnement de l'équipement.
9. Demande d'utilisation par la structure « Résonance contemporaine » pour une résidence d'artistes du 23 au 25 juin 2025.
10. Terr'AIN de jeu 2026 : demande de mise à disposition pour spectacles du 28 février 2026.

PROJET MODERNISATION ET ACCESSIBILITÉ DU STADE MUNICIPAL

11. Présentation des différentes évolutions du projet.

DÉVELOPEMENT ÉCONOMIQUE

12. Commerce bar-restaurant-pizzeria : présentation d'une nouvelle candidature.

SPORTS – LOISIRS – CULTURE – JEUNESSE ET DROITS CIVIQUES

13. Demande d'attribution d'un barnum gratuit fourni par la région Auvergne-Rhône-Alpes.
14. Commémoration de l'armistice du 8 mai 1945.
15. Fête patronale des 21 et 22 juin 2025.
16. SIVOS : point d'étape après décision du Conseil Municipal de Saint-Julien-sur-Reyssouze.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

Le procès-verbal de la séance du 25/03/2025 est lu et adopté à l'unanimité.

M. le Maire sollicite l'assemblée si elle accepte l'ajout d'un point à l'ordre du jour concernant l'achat d'un véhicule utilitaire pour les agents techniques, compte tenu du fait qu'une offre intéressante est arrivée après l'envoi de la convocation et qu'il y a urgence à remplacer le véhicule actuel. N'ayant pas d'opposition à cette question, il est décidé de la traiter en tout début de séance.

Objet de la délibération

AJOUT D'UN POINT SUPPLEMENTAIRE :

Achat véhicule utilitaire pour agents techniques en remplacement de l'ancien véhicule

M. le Maire rappelle que le véhicule de marque Citroën type Berlingo utilisé actuellement par les agents techniques commence à être très usagé et nécessite régulièrement des réparations. De plus, la validité du contrôle technique arrive à son terme à la fin du mois de mai 2025, ce qui nécessiterait des remises en état nombreuses et coûteuses en vue d'un avis favorable.

M. le Maire ajoute que l'achat a été évoqué lors du vote du budget primitif 2025 (session du Conseil Municipal du 25 mars 2025) et que l'opération 244 estimée à 10 000 € a été inscrite en dépenses d'investissement au budget primitif.

M. le Maire informe que le garage THIVOLLE, Agence Renault de Mâcon, en liaison avec le garage VULIN de Saint-Julien-sur-Reyssouze, propose un véhicule de marque Renault type Kangoo Express de 12 500 kms, garanti 1 an pièces et main d'œuvre. Le véhicule proposé a été vu par M. l'adjoint délégué aux ressources humaines et par les 2 agents techniques et répond aux besoins des agents.

M. le Maire précise qu'après négociation avec les 2 garages, une offre de prix à 12 900 € a été proposée à la commune. Cette offre clé en main, comprend également toutes les démarches administratives qui seront effectuées par le garage THIVOLLE, un montant de 30 € de carburant et divers accessoires (attache, boule de remorquage et kit balisage) qui seront installés par le garage VULIN.

M. le Maire explique que le surcoût de 2 900 € par rapport au budget initial sera abondé par une écriture comptable via la fongibilité des crédits à partir d'une autre opération d'investissement dont la réalisation ne sera sans doute pas effective courant 2025, en citant par exemple l'opération 232 « Rematérialisation de l'église ». L'écriture consistera à une diminution des crédits ouverts sur l'opération 232 et une augmentation des crédits ouverts sur l'opération 244.

Considérant que ce véhicule répond parfaitement aux besoins des agents techniques et de la collectivité,

Considérant que le coût du véhicule peut être absorbé par le budget primitif 2025,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

ADOPTER le projet d'acquisition d'un véhicule utilitaire ;

APPROUVER le devis du garage THIVOLLE concernant l'achat d'un véhicule Renault Kangoo Express ;

AUTORISER M. le Maire à signer le devis et le bon de commande du véhicule ;

PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2025 ;

PRÉVOIR une décision modificative du budget d'un montant de 2 900 € à prendre via la fongibilité des crédits sur l'opération 232 « Rematéralisation de l'église », afin d'augmenter les crédits ouverts consacré à cet achat.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

ADOPTE le projet d'acquisition d'un véhicule utilitaire ;

APPROUVE le devis du garage THIVOLLE concernant l'achat d'un véhicule Renault Kangoo Express ;

AUTORISE M. le Maire à signer le devis et le bon de commande du véhicule ;

PRÉCISE que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2025 ;

PRÉVOIT une décision modificative du budget d'un montant de 2 900 € à prendre via la fongibilité des crédits sur l'opération 232 « Rematéralisation de l'église », afin d'augmenter les crédits ouverts consacré à cet achat.

Objet de la délibération

FINANCES ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1- GBA : approbation des attributions de compensations provisoires.

Il est rappelé qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI), la communauté verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI (établissement public de coopération intercommunale) lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Les montants versés au titre du Fonds de solidarité sont également actualisés, comme chaque année, sur la base du protocole proposé par la CLECT du 24 septembre 2019. Pour rappel, ce fonds est calculé sur les données des fiches DGF des communes, sa répartition évolue donc d'année en année. Trois indicateurs sont pris en compte :

- Poids des impôts ménages/revenu fiscal de la collectivité (1/3 du fonds),
- Indicateur de ressources élargi/habitant (1/3 du fonds),

- Revenu/habitant (1/3 du fonds).

De plus, un ajustement des modalités de calcul du fonds est intervenu en 2021.

	Ajustement
Année à moins de 1 000 habitants	100% de la dotation
Première année à plus de 1 000 habitants	100% de la dotation
Deuxième année à plus de 1 000 habitants	50% de la dotation
Troisième année à plus de 1 000 habitants	0 €

Dans le cadre du pacte financier et fiscal de solidarité et après l'année dernière exceptionnelle qui avait vu le montant du fonds porté à 1 300 000 €, dont 300 000 € pour les communes de moins de mille habitants et 1 000 000 € pour les communes de plus de mille habitants, le Conseil communautaire a délibéré sur le retour à un fonds de solidarité de 200 000 € à l'attention des communes rurales et communes rurales accessibles de moins de 1 000 habitants. Ce fonds est calculé sur les données des fiches DGF des communes, sa répartition évolue donc d'année en année. La délibération du Conseil communautaire du 17 février 2025 a acté le montant par commune.

Cette actualisation suppose une révision libre des attributions de compensation, les communes concernées devant valider chaque année le montant qui leur est alloué au travers de leur attribution de compensation par une délibération de leur conseil municipal.

Une fois toutes les délibérations des Communes intéressées collectées, le Conseil communautaire de décembre pourra fixer le montant des attributions de compensation définitives 2024. Il est donc nécessaire pour chaque commune de délibérer.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

VU le rapport de la CLECT adopté le 24 septembre 2019

VU la délibération du Conseil de Communauté en date du 17 février 2025 fixant le montant des attributions de compensation provisoires ;

VU l'exposé qui précède ;

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

SE PRONONCER favorablement sur le montant du fonds de solidarité d'un montant de 7 370,86 € et sur la révision libre du montant de l'attribution de compensation délibéré par le Conseil de communauté de la Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse du 17 février 2025 et chiffré à -1 920,02 €.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

SE PRONONCE favorablement sur le montant du fonds de solidarité d'un montant de 7 370,86 € et sur la révision libre du montant de l'attribution de compensation délibéré par le Conseil de communauté de la Communauté d'agglomération du bassin de Bourg-en-Bresse du 17 février 2025 et chiffré à -1 920,02 €.

Objet de la délibération

2- Délégation à l'exécutif local de l'admission en non-valeur des créances de faibles montants.

M. Le Maire informe que dans une logique de simplification administrative, l'article 173 de la loi du 21 février 2022 autorise le Conseil Municipal à autoriser le Maire à admettre en non-valeur les créances irrécouvrables jusqu'à 100 € (seuil fixé par décret n° 2023-523 du 29/06/2023). M. le maire rendra compte de ces admissions lors de la séance de Conseil Municipal qui suivra sa décision.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

VALIDER la délégation au Maire de l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant, jusqu'à 100 € ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces pouvant se rapporter à ce sujet.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

VALIDE la délégation au Maire de l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant, jusqu'à 100 € ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces pouvant se rapporter à ce sujet.

GESTION DU PATRIMOINE

3- Droit de préférence sur un projet de vente de propriétés, parcelles A39, A183 et A184 (Corbeil).

M. Le Maire informe que la vente des parcelles A39, A183 et A184 a été annulée par la propriétaire Mme VEUILLET et qu'il n'y a donc plus lieu de traiter la question.

Objet de la délibération

RESSOURCES HUMAINES

4- Modification du tableau des emplois pour embauche agent technique d'état des lieux des salles communales.

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, article 3. 2°,

VU l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la difficulté à recruter un agent technique unique pour les tâches ménagères et les tâches d'état des lieux des salles communales, il y a lieu de scinder le poste existant en 2 postes distincts et de créer un emploi supplémentaire d'agent technique d'état des lieux des salles communales à temps non complet à raison de 1,5 heure de travail hebdomadaires ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade ;

CONSIDÉRANT le précédent tableau des emplois adopté par l'assemblée délibérante le 25 avril 2023 ;

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

DÉDIER l'actuel emploi permanent à temps non complet d'entretien des salles aux tâches ménagères uniquement, à raison de 5 heures hebdomadaires à compter du 1^{er} avril 2025 ;

DÉCIDER de créer un emploi permanent à temps non complet d'agent technique d'état des lieux des salles communales à raison de 1,5 heure hebdomadaire à compter du 1^{er} avril 2025 ;

FIXER le nouveau tableau des emplois de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} avril 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉDIE l'actuel emploi permanent à temps non complet d'entretien des salles aux tâches ménagères uniquement, à raison de 5 heures hebdomadaires à compter du 1^{er} avril 2025 ;

DÉCIDE de créer un emploi permanent à temps non complet d'agent technique d'état des lieux des salles communales à raison de 1,5 heure hebdomadaire à compter du 1^{er} avril 2025 ;

FIXE le nouveau tableau des emplois de la collectivité tel qu'indiqué en annexe, à compter du 1^{er} avril 2025.

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET		
Emplois	nombre	Grade(s) ou cadre d'emplois autorisé(s) par l'organe délibérant
Service Administratif		
<i>Rappel</i>		
1° - D.G.S. : les emplois fonctionnels sont ouverts aux seuls agents titulaires d'un grade de catégorie A		
2° - Secrétaire de Mairie : les adjoints administratifs 2° classe <u>ne peuvent réglementairement pas</u> occuper ce poste.		
Secrétaire de mairie	1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs et/ou des rédacteurs, et/ou des secrétaires de mairie, et/ou grade d'attaché
Service Technique		
Ouvrier Polyvalent	1	Cadre d'emplois des Adjoints techniques

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET		
Service administratif		
Secrétaire de mairie	1	Cadre d'emplois des Adjoints administratifs – 15/35 ^{ème} – titulaire
Service Technique		
Ouvrier Polyvalent	1	Cadre d'emplois des Adjoints techniques – 32/35 ^{ème} – titulaire
Entretien des locaux (ménage)	1	Cadre d'emplois des Adjoints techniques 5/35 ^{ème} – non titulaire
État des lieux des salles communales	1	Cadre d'emplois des Adjoints techniques 1,5/35 ^{ème} – non titulaire
TABLEAU DES EMPLOIS NON PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET		
Service Technique		
Agent d'entretien des massifs et espaces verts	1	Cadre d'emplois des Adjoints techniques 10/35 ^{ème} – non titulaire

5- Embauche d'un agent saisonnier pour le fleurissement.

M. l'Adjoint délégué aux ressources humaines rappelle qu'un emploi saisonnier est créé chaque année, du 1^{er} juin au 30 septembre pour l'entretien des massifs et jardinières de fleurs. L'annonce pour ce poste doit être diffusée rapidement. M. l'Adjoint délégué aux ressources humaines propose de lancer un recrutement pour cet emploi saisonnier à raison de 10 heures par semaine comme l'année dernière.

PROJET CŒUR DE VILLAGE / LOT 4 : Espace culturel MAISON COLIN

6- Point d'étape.

M. le Maire fait un point d'étape de l'avancement des travaux de l'opération de création de l'espace culturel « Maison COLIN ».

M. le Maire informe l'assemblée que le chantier avance bien. Il reste des travaux à faire tels que :

- La réalisation des joints de dilatation dans le béton désactivé,
- La finition des abords du chantier, nous notons qu'il y a une pente importante sur les abords du chantier,
- Le remblaiement en terre chez le voisin derrière le mur de clôture créé,
- La réhausse du regard EP,
- La réalisation de la bande podotactile et signalétique PMR,
- Le réajustement de toutes les menuiseries extérieures,
- La finition des poses des menuiseries intérieures,
- La pose du sol souple dans la grande salle,
- La finition de l'ensemble des plafonds,
- La finition des revêtements des façades et du muret de clôture,
- La mise en place de protection en caoutchouc sur les bandes aluminium,
- L'installation d'un mitigeur de sécurité vers le chauffe-eau,

- La terminaison de la pose de l'appareillage électrique,
- Le passage du bureau de contrôle électrique et le Consuel,
- La finition de la pompe à chaleur extérieure,
- La modification du bar à cause de la place PMR.

La réception est prévue le 06/05/2025 avec une levée des réserves pour le 21/05/2025.

Il restera les enseignes à choisir et à poser.

En ce qui concerne l'annexe, on attend la pose des fenêtres et de la porte de garage.

M. le Maire informe l'assemblée des difficultés apparues :

- La réhausse de la porte de service ouest donnant sur l'extérieur car elle frotte sur le béton désactivé,
- Le changement des vantaux cassés,
- La pose de plaque inox sur les menuiseries extérieures abîmées,
- Le remplacement de la porte extérieure double de la grande salle,
- La reprise de la peinture des plinthes, celle des murs en noir à cause des traces ainsi que dans les angles,
- La reprise des finitions sur l'ensemble des bandes aluminium,
- Faire revenir le tailleur de pierre pour le jointage,
- Le changement de deux projecteurs sur les colombages extérieurs car on souhaite quelque chose de plus discret et qui s'intègre mieux avec le bois,

M. le Maire informe qu'il n'y a pas encore de retour concernant la demande de subvention auprès de l'Europe dans le cadre du dispositif LEADER 2024-2027.

Objet de la délibération

7- Validation des différents avenants.

Monsieur le Maire fait un point de situation sur l'avancement des travaux de construction de l'espace culturel Maison COLIN. Le chantier tire à sa fin et certains lots du marché de travaux nécessitent des avenants suite à des ajouts de travaux mais aussi à des retraits de certaines actions prévues.

Monsieur le Maire présente le plan de financement mis à jour au 22 avril 2025 et détaille les plus et les moins des lots du marché impliqués.

Certains de ces avenants ont déjà été validés, plus particulièrement ceux portant sur la reconstruction du local annexe suite à l'éboulement du mur, mais il est nécessaire de valider d'autres avenants au marché initial pour les lots suivants :

- Lot 01 : Espaces extérieurs (entreprise Romain PERRIER)

- Suite à un mauvais chiffrage dans la DPGH, augmentation de la longueur du réseau eaux usées pour rejoindre le réseau existant ;
- Suite à la décision de remplacer le stabilisé prévu sous le porche par du béton désactivé, augmentation de la surface à réaliser en béton désactivé ;
- Suite à la commande de travaux supplémentaires pour la réalisation d'un abord en enrobé entre la Maison COLIN et la salle des fêtes, augmentation de la surface en enrobé.

Le montant HT global de ces avenants pour le lot 01 est de 10 750,30 €, soit un montant TTC de 12 900,36 € (37,78 % du montant du marché initial).

- Lot 04 : Menuiseries extérieures (entreprise BÉAL)

- Ajout d'une porte entre la loge et le local annexe ;

Le montant HT global de cet avenant pour le lot 04 est de 1 729,00 €, soit un montant TTC de 2 074,80 € (6,13 % du montant du marché initial).

- Lot 05 : Menuiseries intérieures (entreprise BÉAL)

- Ajout de l'aménagement intérieur des placards du hall d'accueil et du local de rangement ;
- Suppression du placard sous la pierre d'évier ;
- Suppression des trappes de visite.

Le montant HT global de cet avenant pour le lot 05 est de -460,83 €, soit un montant TTC de -553,00 € (-3,18 % du montant du marché initial).

- Lot 06 : Plâtrerie peinture (entreprise GENAUDY)

- Suite à la décision de mandater l'entreprise Aerology pour réaliser le test d'étanchéité à l'air, suppression du test prévu dans ce lot ;
- Suppression des peintures des trappes de visite ;

Le montant HT global de cet avenant pour le lot 06 est de -2 220,00 €, soit un montant TTC de -3 384,00 € (-4,27 % du montant du marché initial).

- Lot 08 : ITE Façades (entreprise EPH)

- Suite à l'éboulement du mur de l'annexe, ajout de l'enduit extérieur sur le mur reconstruit.

Le montant estimé HT global de cet avenant pour le lot 08 est de 1 047,60 €, soit un montant TTC de 1 527,12 € (3,60 % du montant du marché initial).

- Lot 09 : Plomberie (entreprise ARBAN)

- Suite à la décision de chauffer les locaux de rangement et technique, ajout d'un plancher chauffant dans ces 2 pièces.

Le montant estimé HT global de cet avenant pour le lot 09 est de 390,00 €, soit un montant TTC de 468,00 € (0,68 % du montant du marché initial).

- Lot 10 : Électricité (entreprise MOREL-MICHELARD)

- Suite à la décision de mieux répartir l'éclairage dans la grande salle, ajout d'une rampe supplémentaire et repositionnement des lampes sur les 2 rampes.

Le montant estimé HT global de cet avenant pour le lot 10 est de 411,68 €, soit un montant TTC de 494,02 € (2,38 % du montant du marché initial).

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

APPROUVER l'exposé de M. le Maire ;

AUTORISER M. le Maire à signer les avenants au marché de travaux relatif à la construction de l'espace culturel Maison COLIN suivants :

- Lot 01 : Espaces extérieurs (entreprise Romain PERRIER):

Montant HT : 10 750,30 €

Montant TTC : 12 900,36 €

Soit 37,78 % du montant du marché initial.

- Lot 04 : Menuiseries extérieures (entreprise BÉAL)

Montant HT : 1 729,00 €

Montant TTC : 2 074,80 €

Soit 6,13 % du montant du marché initial.

- Lot 05 : Menuiseries intérieures (entreprise BÉAL)

Montant HT : -460,83 €

Montant TTC : -553,00 €

Soit -3,18 % du montant du marché initial.

- Lot 06 : Plâtrerie peinture (entreprise GENAUDY)

Montant HT : -2 220,00 €

Montant TTC : -3 384,00 €

Soit -4,27 % du montant du marché initial.

- Lot 08 : ITE Façades (entreprise EPH)

Montant HT : 1 047,60 €

Montant TTC : 1 527,12 €

Soit 3,60 % du montant du marché initial.

- Lot 09 : Plomberie (entreprise ARBAN)

Montant HT : 390,00 €

Montant TTC : 468,00 €

Soit 0,68 % du montant du marché initial.

- Lot 10 : Électricité (entreprise MOREL-MICHELARD)

Montant HT : 411,68 €

Montant TTC : 494,02 €

Soit 2,38 % du montant du marché initial.

PRÉCISER que les crédits correspondants ont été inscrits au budget 2025 dans l'opération 222 « Espace culturel Maison COLIN » ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces pouvant se rapporter à ce dossier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

APPROUVE l'exposé de M. le Maire ;

AUTORISE M. le Maire à signer les avenants au marché de travaux relatif à la construction de l'espace culturel Maison COLIN suivants :

- Lot 01 : Espaces extérieurs (entreprise Romain PERRIER):

Montant HT : 10 750,30 €

Montant TTC : 12 900,36 €

Soit 37,78 % du montant du marché initial.

- Lot 04 : Menuiseries extérieures (entreprise BÉAL)

Montant HT : 1 729,00 €

Montant TTC : 2 074,80 €

Soit 6,13 % du montant du marché initial.

- Lot 05 : Menuiseries intérieures (entreprise BÉAL)

Montant HT : -460,83 €

Montant TTC : -553,00 €

Soit -3,18 % du montant du marché initial.

- Lot 06 : Plâtrerie peinture (entreprise GENAUDY)

Montant HT : -2 220,00 €

Montant TTC : -3 384,00 €

Soit -4,27 % du montant du marché initial.

- Lot 08 : ITE Façades (entreprise EPH)

Montant HT : 1 047,60 €

Montant TTC : 1 527,12 €

Soit 3,60 % du montant du marché initial.

- Lot 09 : Plomberie (entreprise ARBAN)

Montant HT : 390,00 €

Montant TTC : 468,00 €

Soit 0,68 % du montant du marché initial.

- Lot 10 : Électricité (entreprise MOREL-MICHELARD)

Montant HT : 411,68 €

Montant TTC : 494,02 €

Soit 2,38 % du montant du marché initial.

PRÉCISE que les crédits correspondants ont été inscrits au budget 2025 dans l'opération 222 « Espace culturel Maison COLIN » ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces pouvant se rapporter à ce dossier.

8- Fonctionnement de l'équipement.

Mme l'adjointe déléguée à la commission Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits civiques explique que le collectif ne peut pas être porteur de manifestation car il n'a pas de forme juridique.

Mme l'adjointe déléguée à la commission Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits civiques informe que l'inauguration aura lieu le 13/09/2025 suivant le programme ci-dessous :

16h – visite de l'Espace culturel Maison Colin aux financeurs et personnalités, discours et inauguration officielle,

18h – ouverture du site aux publics avec différents ateliers artistiques de 15 minutes environ.

Mme l'adjointe déléguée à la commission Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits civiques explique que le collectif réfléchit actuellement sur la définition des différents tarifs de mise à disposition en fonction de la nature et du lieu de résidence des différents loueurs.

Des dates de spectacle sont déjà programmées, tels que le chanteur Lex qui a retenu le 04/10/2025 et le 18/10/2025 et la Grange aux parapluies avec une réservation sur septembre.

Mme l'adjointe déléguée à la commission Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits civiques rappelle que c'est au collectif de donner son accord ou son refus sur la location de l'Espace culturel maison Colin.

Mme l'adjointe déléguée à la commission Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits civiques informe que la prochaine réunion du collectif est le 12/05/2025 à 20h et que toute personne désireuse peut encore intégrer le groupe.

Objet de la délibération

9- Demande d'utilisation par la structure « Résonance contemporaine » pour une résidence d'artistes du 23 au 25 juin 2025.

M. le Maire présente la demande de mise à disposition de l'espace culturel Maison COLIN transmise par Nicolas BOUILLEUX de la direction Culture de GBA pour l'organisation d'une résidence d'artistes par la structure « Résonnance contemporaine » du 23 au 25 juin 2025. Si la Maison COLIN n'était pas opérationnelle, la résidence pourrait avoir lieu dans la salle des fêtes, la seule contrainte étant une hauteur de plafond de 5 mètres qui est atteinte dans les 2 bâtiments. Il ajoute que cette 1^{ère} séquence serait suivie d'une seconde fin septembre 2025 qui proposerait alors une sortie de résidence.

M. le Maire rappelle que les travaux de la Maison COLIN devraient être terminés d'ici le mois de juin 2025, le risque portant principalement sur l'alimentation des réseaux secs et plus particulièrement le raccordement électrique. Il rappelle aussi que l'inauguration de l'équipement est prévue le 13 septembre 2025.

Il précise que c'est toutefois une occasion unique d'accueillir ce genre d'activité culturelle avec des artistes professionnels qui donneraient une visibilité à notre nouvel équipement dont c'est justement l'objectif premier.

M. le Maire ajoute que les conditions tarifaires de l'utilisation de la Maison COLIN seront très prochainement validées par le collectif et qu'elles pourront ainsi être communiquées au demandeur, en lui précisant toutefois que si c'était la salle des fêtes qui était retenue, les conditions tarifaires seraient alors celles en vigueur aujourd'hui.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

ACCEPTER de mettre à disposition aux conditions existantes l'espace culturel Maison COLIN ou la salle des fêtes au profit de la structure « Résonnance contemporaine » pour une résidence d'artiste du 23 au 25 juin 2025, suivi d'une seconde séquence en septembre 2025 ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à 7 votes pour, 3 abstentions et 2 votes contre :

ACCEPTE de mettre à disposition aux conditions existantes l'espace culturel Maison COLIN ou la salle des fêtes au profit de la structure « Résonnance contemporaine » pour une résidence d'artiste du 23 au 25 juin 2025, suivi d'une seconde séquence en septembre 2025 ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Objet de la délibération

10- Terr'AIN de jeu 2026 : demande de mise à disposition pour spectacles du 28 février 2026.

M. le Maire présente la demande de mise à disposition de l'espace culturel Maison COLIN transmise par Éric CHEVALLIER du théâtre de Bourg-en-Bresse pour l'organisation du spectacle « poésie couché » dans le cadre du dispositif Terr[ain] de jeu. Ce spectacle est prévu le 28 février 2026 avec 2 représentations, une à 18h et une à 20h.

M. le Maire indique que le théâtre de Bourg-en-Bresse fournira le spectacle, la technique, la billetterie et les personnels pour la mise en œuvre. Il ajoute que les recettes billetterie seront pour le théâtre et qu'une association peut éventuellement proposer une buvette.

M. le Maire précise qu'une participation financière de 500 € et un repas pour 5 personnes seront demandés à la commune en plus de la mise à disposition gracieuse de la salle pour la journée complète.

M. le Maire explique que malgré les conditions exigées avec une mise à disposition gracieuse et une participation financière, c'est toutefois une occasion unique d'accueillir ce genre d'activité culturelle avec des artistes professionnels qui donneraient une visibilité à notre nouvel équipement dont c'est justement l'objectif premier.

M. le Maire précise que suite à un sondage majoritairement positif auprès des élus, un accord verbal a été donné à M. Éric CHEVALLIER.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

ACCEPTER de mettre à disposition et à titre gracieux le 28 février 2026 l'espace culturel Maison COLIN au profit du théâtre de Bourg-en-Bresse pour l'organisation du spectacle « poésie couché » dans le cadre du dispositif Terr[ain] de jeu 2026 ;

ACCEPTER la participation financière de 500 € et le service de 5 repas exigés par le demandeur ;

PRÉCISER que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2026 ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

ACCEPTER de mettre à disposition et à titre gracieux le 28 février 2026 l'espace culturel Maison COLIN au profit du théâtre de Bourg-en-Bresse pour l'organisation du spectacle « poésie couché » dans le cadre du dispositif Terr[ain] de jeu 2026 ;

ACCEPTER la participation financière de 500 € et le service de 5 repas exigés par le demandeur ;

PRÉCISER que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2026 ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

PROJET MODERNISATION ET ACCESSIBILITÉ DU STADE MUNICIPAL

11- Présentation des différentes évolutions du projet.

M. l'adjoint délégué à la commission Gestion du patrimoine présente un plan du projet et explique les différents travaux à réaliser :

- Les accès handicapés doivent être réalisés en enrobé à la place du bicouche,
- Les trois volets roulants du bar nécessitent un remplacement,
- Il est nécessaire d'étudier le revêtement de sol à prévoir derrière la porte d'entrée de la cuisine, en tenant compte du jeu sous la porte existante, afin d'éviter toute contrainte mécanique liée à une surépaisseur pouvant entraver son ouverture,
- Le grillage entre le portail d'entrée et le bâtiment est endommagé et doit être changé,
- L'enduit extérieur du bâtiment est vétuste et doit entièrement être refait,
- Les trois portes du vestiaire doivent être remplacées.

Des devis seront demandés auprès de plusieurs artisans pour la réalisation de tous ces travaux.

M. l'adjoint délégué à la commission Gestion du patrimoine explique que le Football Club Bresse Nord nous propose de réaliser d'autres travaux tels que :

- Le rallongement des mains courantes,
- Le changement des pare-ballons,
- La remise en état des toilettes derrière les vestiaires.

Ces nouvelles demandes de travaux préconisées par le District de l'Ain de football suite au contrôle de l'équipement en vue de son classement seront à étudier ultérieurement.

DÉVELOPEMENT ÉCONOMIQUE

12- Commerce bar-restaurant-pizzeria : présentation d'une nouvelle candidature.

M. le Maire explique qu'une personne a manifesté un vif intérêt pour le commerce bar-restaurant-pizzeria. Il s'agit de M. Rodolphe PRONVENS, boulanger à Marsonnas.

M. le Maire précise qu'il a entendu parler par hasard du commerce fermé et souhaite en faire un bar avec dépôt de pain et pâtisseries. M. Rodolphe PRONVENS projette d'ouvrir une pizzeria dans un deuxième temps. Une vendeuse et un pizzaiolo seraient nécessaires.

M. le Maire ajoute que l'éventuel repreneur est également intéressé par le logement de l'étage.

M. le Maire annonce qu'une réunion a eu lieu le 15 avril 2025 avec la commission Développement économique, Mme Pauline BILAK-ROUX – Chargée du commerce de proximité et création d'Entreprises à la Direction Développement Economique et Enseignement Supérieur à Grand Bourg Agglomération – pour rencontrer M. Rodolphe PRONVENS et découvrir son projet.

M. le Maire annonce que les travaux d'électricité et de plomberie nécessaires à l'ouverture du commerce seront à la charge de la Mairie.

Objet de la délibération

SPORTS – LOISIRS – CULTURE – JEUNESSE ET DROITS CIVIQUES

13- Demande d'attribution d'un barnum gratuit fourni par la région Auvergne-Rhône-Alpes.

M. le Maire fait part à l'assemblée d'un nouveau dispositif de la région Auvergne-Rhône-Alpes voté lors de la commission permanent du 28 mars 2025 et qui vise à soutenir le tissu associatif des communes de moins de 2 000 habitants, véritable vecteur de lien social et d'animation des territoires ruraux.

M. le Maire explique que ce dispositif dans la continuité des politiques régionales en faveur des petites communes, tel le bonus ruralité, consiste à mettre à disposition de la commune, via une convention, un barnum 3x3 m qui sera destiné aux associations locales. Par ce dispositif, la Région Auvergne-Rhône-Alpes souhaite rester au plus proche de ses communes rurales car elle sait combien elles participent à la coordination des associations de proximité sans en avoir toujours les moyens matériels et financiers pour les soutenir.

M. le Maire ajoute que la demande a déjà été enregistrée sur le Portail des Aides et qu'il manque une délibération du Conseil Municipal pour autoriser le Maire à demander un barnum gratuit.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

ACCEPTER le dispositif de cession à titre gratuit d'un barnum par la région Auvergne-Rhône-Alpes destiné à une utilisation par les associations locales ;

AUTORISER le dépôt d'un dossier de demande sur le Portail des Aides de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

AUTORISER Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

ACCEPTTE le dispositif de cession à titre gratuit d'un barnum par la région Auvergne-Rhône-Alpes destiné à une utilisation par les associations locales ;

AUTORISE le dépôt d'un dossier de demande sur le Portail des Aides de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier.

14- Commémoration de l'armistice du 8 mai 1945.

Mme l'Adjointe déléguée aux Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits Civiques informe l'assemblée de l'organisation d'une cérémonie commémorative le 8 mai 2025 à 12 h 00, avec dépôt d'une gerbe au monument aux morts. Les enfants des écoles participeront en chantant « le chant des partisans ». Les élus du CMEJ seront également présents. Un vin d'honneur sera servi à l'issue de la cérémonie.

15- Fête patronale des 21 et 22 juin 2025.

Mme l'Adjointe déléguée aux Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits Civiques rappelle qu'un concert sera donné par l'union musicale, le samedi 21 juin 2025 à 21 h 00, suivi d'une retraite aux flambeaux et d'un feu d'artifice.

Des forains ont été contactés et seront présents.

L'association Jeunesse et Sport de la Haute Bresse organisera divers divertissements le samedi soir :

- De 14h à 17h, mise en place de jeux type kermesse,
- A partir de 17h, un DJ animera la soirée jusqu'à 3h du matin,
- Réalisation d'un barbecue géant le soir,
- Le montage d'un ring mobile est prévu en journée, soit sur la place de l'église, soit, en cas d'indisponibilité de cet emplacement, dans le parc Bévy, sous réserve d'obtenir l'autorisation préalable de M. Bévy pour l'utilisation du parc

L'association Jeunesse et Sport de la Haute Bresse organisera aussi un repas le dimanche 22 juin 2025.

Mme l'Adjointe déléguée aux Sports, Loisirs, Culture, Jeunesse et Droits Civiques rappelle que le Forum des associations est également prévu le dimanche matin 22 juin 2025.

16- SIVOS : point d'étape après décision du Conseil Municipal de Saint-Julien-sur-Reyssouze.

M. le Maire informe que la Commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze a refusé par délibération votée à bulletin secret la fermeture de la dernière classe et donc en conséquence la fermeture de l'école pour la prochaine rentrée des classes.

Les élèves seront dans trois classes à Saint-Jean-sur-Reyssouze et à Lescheroux et donc une classe à Saint-Julien-sur-Reyssouze. Le SIVOS envisage de supprimer un poste d'ATSEM et de conserver uniquement 2 ATSEM sur Lescheroux.

M. le Maire informe de la gratuité du loyer du centre de loisirs accordée par la commune de Saint-Julien-sur-Reyssouze à compter du 1^{er} septembre 2025.

M. le Maire explique qu'une réorganisation du personnel du SIVOS sera nécessaire à la rentrée afin d'optimiser les postes et rechercher quelques économies.

M. le Maire informe que GBA a acheté un matériel de motricité les qui sera mis à disposition des écoles du secteur de Saint-Trivier-de-Courtes, avec le transport d'école à école assuré par les agents municipaux.

Questions et informations diverses

Le Conseil Municipal a été informé :

- du bilan annuel des dispositifs en faveur de la rénovation des logements privés ;
- de la libération d'un logement situé au 88A Chemin des Platières ;
- de l'adoption de la loi « eau » et « assainissement » présentée par Mme Sylvie GOY-CHAVENT, Sénatrice de l'Ain et Membre de la Commission des Affaires Etrangères de la Défense et des Forces Armées ;
- de la proposition de Grand Bourg Agglomération d'une carte d'accès à La Plaine Tonique pour les habitants du territoire. Elle donne droit à une gratuité à la plage toute la saison ;
- de la nouvelle réforme de la Journée de Défense et de Citoyenneté à partir de septembre 2025 présentée par M. Sébastien LECORNU, Ministre des Armées ;
- de la demande d'un habitant d'une mise en place de la suspension nocturne des cloches de l'église ;
- de la parution du magazine « C'est à Bourg », édité par la Ville de Bourg-en-Bresse ;

- de la parution du magazine « Le Grand Mag », édité par Grand Bourg Agglomération ;
- de la parution du magazine « Ici, C'est l'Ain », édité par le Département de l'Ain ;
- de la parution du magazine « La Région Auvergne – Rhône - Alpes », édité par La Région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- de la proposition de loi soutenue par l'Association des maires ruraux de France visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité. Cette loi a finalement été adoptée le 7 avril 2025 par l'Assemblée nationale et le Sénat. M. Jérôme BUISSON, Député de l'Ain et membre de la Commission des Affaires Etrangères informe qu'un recours à cette loi sera sans doute déposé par son groupe du Rassemblement National car elle semble présenter des incohérences.

L'ordre du jour étant épuisé et l'Assemblée n'ayant plus de question, le Maire lève la séance à 23 h 45.

Prochaine réunion du Conseil Municipal : mardi 27 mai 2025 à 20 heures.

La secrétaire de séance
Sandrine COURTOIS

Le Maire
Jacques SALLET